



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

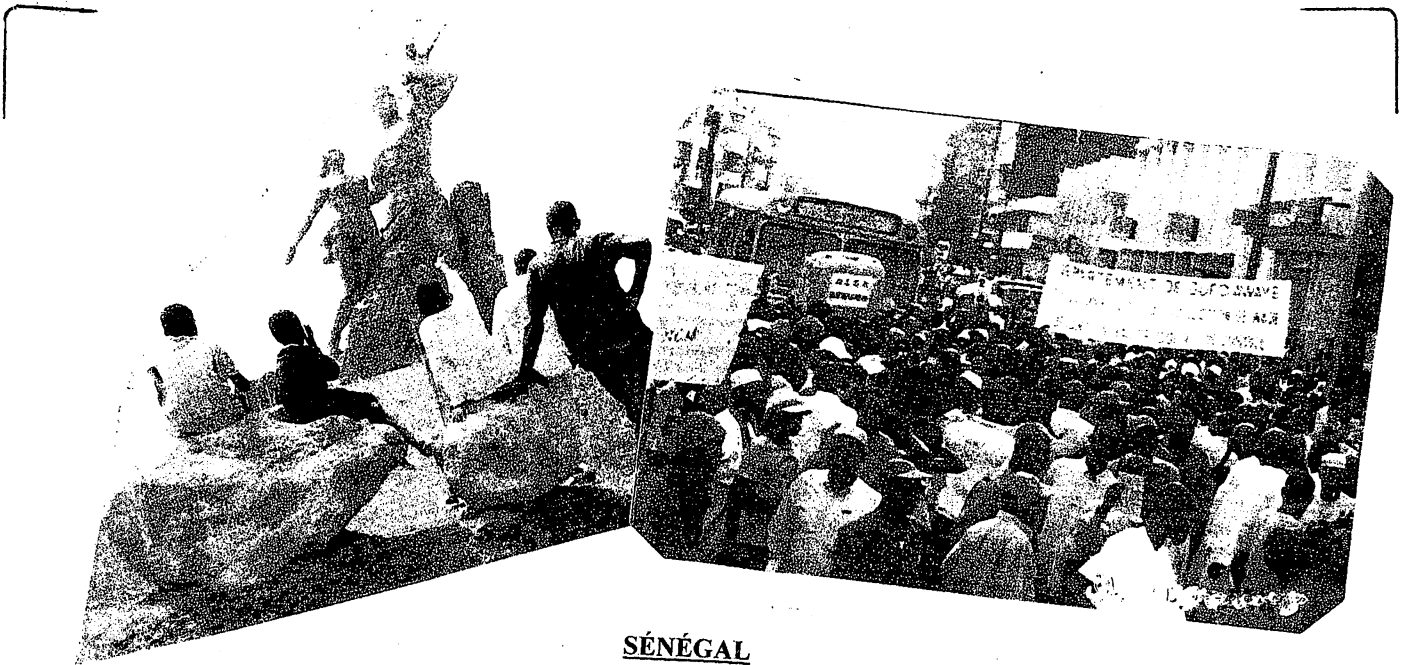
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 06 avril 2010

N° 364

PRIX : 0,60 Euro



SÉNÉGAL

WADE A "SON" MONUMENT

COMME HOUPHOUËT BOIGNY

AVAIT EU "SA" BASILIQUE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Sénégal: Wade a "son" monument
comme Houphouët Boigny avait
eu "sa" basilique

Page 3

Mali: les veuleries d'ATT face
aux islamistes

Page 4

Tchad-Niger: Ce n'est pas le
climat mais le capitalisme qui
affame et tue

Page 5

Côte d'Ivoire: les enjeux de la
réunification et les attentes des
populations pauvres

Page 8

Madagascar: la crise continue de
frapper les classes pauvres

Page 9

Afrique: des grands capitalistes
s'accaparent des terres agricoles

**ABONNEMENT
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en
espèces ou en timbres-poste
courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

SÉNÉGAL

**WADE A « SON » MONUMENT
COMME HOUPHOUËT BOIGNY
AVAIT EU « SA » BASILIQUE**

Le président sénégalais espérait que l'inauguration de « son » monument de la « renaissance africaine » allait être un succès populaire. Il n'a pas lésiné sur les moyens puisqu'une vingtaine de chefs d'Etat étaient conviés à cette occasion en même temps que pour le démarrage des festivités du cinquantenaire de l'Indépendance qui se dérouleront tout au long de l'année 2010.

Mais côté succès populaire, c'est plutôt raté ! C'est à une manifestation d'hostilité qu'il a eu droit. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Dakar, le jour même de l'inauguration, le 3 avril, bien que la manifestation fut interdite.

Ce sont les partis de l'opposition regroupés au sein du front « Benno Siggil Sénégal » qui étaient à l'initiative de cette manifestation. Le gouvernement leur avait opposé un non catégorique. Néanmoins les organisateurs avaient maintenu l'appel à manifester. Policiers, gendarmes et militaires avaient été massivement mobilisés pour intimider les opposants. Ce n'est qu'au dernier moment que le gouvernement a fait dire au Préfet de Dakar qu'il autorisait la tenue de la manifestation tout en maintenant un service d'ordre impressionnant.

Quelques centaines de personnes ont tout de même osé manifester leur mécontentement contre la mégalomanie de ce président qui, pour satisfaire ses caprices, a gaspillé près de 20 millions d'euros dans la construction de ce monument gigantesque alors que la majorité de la population parvient difficilement à se nourrir convenablement. On n'a pas trouvé de l'argent et les moyens pour évacuer par exemple les eaux de pluie qui stagnent dans les quartiers populaires et qui les transforment en pataugeoires puantes et infestées de microbes. Mais quand il s'agit de faire plaisir au président qui cherche « l'éternité » dans une œuvre futile, l'argent n'a pas fait défaut. De plus, Wade a eu l'outrecuidance de s'arroger par avance les « droits d'auteur » sur ce monument en s'octroyant 35% des recettes futures que la visite de ce site devrait générer.

Pendant que Wade fanfaronne sur ses « succès » durant ses dix années de pouvoir, les enseignants, les employés des hôpitaux

publics, les postiers et bien d'autres petits employés de la fonction publique montrent leur mécontentement contre la dégradation de leurs conditions d'existence. Ils font des grèves pour que leurs salaires et leurs primes soient augmentés, au moins pour rattraper le renchérissement des prix des denrées et des loyers par exemple. Dans les quartiers populaires, les habitants font face à d'énormes difficultés pour attendre la paye de la fin du mois. Tous les prix grimpent sans arrêt, plus particulièrement ceux des denrées de première nécessité. La plupart des petits salariés sont obligés de recourir à des prêts auprès des commerçants usuriers pour obtenir quelques produits à crédit. Grâce à ce recours ils parviennent à nourrir leurs familles. Mais en même temps ils sont obligés de payer ces produits un peu plus chers.

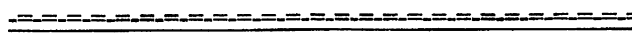
Même le prix de l'électricité a augmenté sous prétexte que le prix du carburant pour alimenter les centrales est en augmentation. Mais pendant que la Sénélec empoche les recettes, les délestages sont de plus en plus fréquents du fait de la vétusté des centrales. Certains quartiers populaires sont dans le noir durant plusieurs heures de la nuit. L'eau des robinets est également coupée et cela peut durer parfois plus de deux jours dans certains quartiers populaires de la banlieue.

Ne pouvant plus payer les loyers qui grimpent, les familles de conditions modestes

sont obligées de s'éloigner de plus en plus loin du centre-ville pour trouver un logement à loyer plus abordable. Du coup elles sont obligées de dépenser dans le transport ce qu'elles ont économisé en loyer. Elles ne s'en sortent pas.

Certaines familles attendent impatiemment l'aide de leur progéniture installée en Europe ou aux Etats-Unis. Mais dans l'émigration aussi la crise frappe durement les travailleurs. Malgré cela, la misère pousse de plus en plus de gens à tenter de rejoindre par tous les moyens les pays riches dans l'espoir de trouver une vie meilleure et surtout pour que leurs familles restées au pays ne meurent pas de faim.

C'est cela la réalité que vit la majorité de la population. Mais lorsqu'à l'occasion de ses dix ans au pouvoir un journaliste demande à Wade si le « Sopi » (le changement) était arrivé au Sénégal, sa réponse est : « Absolument. Le Sopi est arrivé. Tout a changé ici. Les mentalités ont changé. Il y a une époque où les Sénégalais étaient frileux, anxieux. On dit qu'à un moment donné quand on demandait à un Sénégalais en Europe de quel pays tu es, il disait « Mali ». C'était un autre pays. Aujourd'hui ils sont fiers ». Il a même le culot d'ajouter que « ceux qui ont un salaire ne se plaignent pas ». Voilà comment ce président imbu de sa personne et méprisant envers les travailleurs parle de ceux qui, dans la fonction publique, font des grèves pour faire entendre leur colère contre la dégradation de leurs conditions d'existence.



MALI**LES VEULERIES D'A.T.T. FACE AUX ISLAMISTES**

Les islamistes veulent que le statut de la femme reste inchangé

Un nouveau code de la famille doit en principe être présenté à l'Assemblée nationale du Mali dans le courant de ce mois d'avril pour remplacer l'ancien code datant de 1962. Mais il n'est pas du tout sûr que le nouveau code promis ne soit pas simplement rangé dans un tiroir avant même d'être soumis aux suffrages des députés vu le manque de courage dont ceux-ci font preuve face aux chefferies religieuses. On constate par contre que celles-ci sont à l'offensive depuis le mois d'août 2009 où elles ont battu le pavé et réussi à faire des démonstrations de force non seulement à Bamako, mais aussi dans les grandes villes telles que Mopti et Tombouctou. Elles ont ainsi montré qu'elles refusent haut et fort la remise en question de l'ancien code, alors que ministres et députés faisaient plutôt profil bas.

Voici quelques slogans inscrits sur les banderoles : « la femme reste femme et l'homme reste homme » ou « la civilisation occidentale est un péché ».

A la suite de ces manifestations Amadou Toumani Touré le chef de l'Etat, qui était au

départ favorable à la révision du code, a reçu dans son palais les dirigeants du Haut Conseil islamique et accepté qu'un nouveau code ne serait adopté qu'avec leur assentiment. Il leur a donné l'assurance que le nouveau texte sera revu, corrigé et soumis à un chef religieux avant même de passer au vote des députés. Cela veut dire que le président capitule. C'est dire que même si un nouveau code voyait le jour, ce qui n'est pas du tout dit, pas grand-chose de fondamental ne sera remis en question par rapport à l'ancien.

Voici en gros ce que dit le nouveau texte contesté : Désormais, l'enfant naturel, né hors mariage, peut bénéficier de sa part d'héritage au même titre que l'enfant légitime. Filles et garçons ont été mis sur un même pied d'égalité dans ce domaine alors que, selon le droit musulman, une fille hérite de moitié moins que son frère. Enfin la coutume ou la loi islamique ne peuvent désormais être appliquées que si le défunt l'a précisé devant témoins ou par testament.

Concernant le mariage, l'âge minimum a été relevé à 18 ans. Dans le nouveau code, le mariage religieux n'a pas d'existence légale et en plus, il doit impérativement intervenir après le mariage civil, le seul qui soit reconnu par l'Etat malien qui se définit comme laïc.

Le texte donne aux époux la possibilité d'habiter séparément et aussi de divorcer par consentement mutuel. L'un des conjoints peut demander la séparation à cause d'une rupture de vie commune, durant plus de trois ans, mais aussi pour raison médicale.

Le devoir d'obéissance de la femme envers son mari a été supprimé et la femme n'a plus besoin de l'autorisation de son époux pour tenir un commerce.

Au Mali mais aussi dans bien d'autres pays d'Afrique, lorsque quelques lois un tant soit peu modernes mettant en cause des pratiques

héritées des époques sombres de l'histoire africaine sont parfois adoptées, elles sont très souvent bafouées par les gens réactionnaires et rétrogrades. C'est ainsi que les mutilations sexuelles bien qu'interdites sur le papier sont dans les faits pratiquées à grande échelle sur des milliers de gamines sans défense. Quelque fois des associations de femmes militantes épaulées par des ONG, réussissent à soustraire des jeunes filles des griffes des exciseuses. Mais il est très rare que les représentants de l'Etat, la police et la justice portent assistance ou secours aux victimes de ces pratiques et punissent leurs auteurs.

L'obscurantisme et l'arriération sont des

choses profondément ancrées et il ne suffit pas de changer quelques lois pour en venir à bout. Dans la société actuelle l'énorme majorité des gens vivent dans le dénuement, un état de misère matérielle, dans l'ignorance et l'analphabétisme. C'est sur le terreau de telles conditions que se développe sans cesse la misère morale jusqu'à ses expressions les plus révoltantes, dont les premières victimes sont les jeunes filles issues de familles pauvres,

C'est pourquoi la lutte contre toutes les formes d'oppression de la femme est indissociable de la lutte contre la société capitaliste.

TCHAD-NIGER

CE N'EST PAS LE CLIMAT MAIS LE CAPITALISME QUI AFFAME ET TUE

Les mauvaises récoltes de l'année dernière dues à une mauvaise pluviométrie vont entraîner un manque de nourriture pour les populations de ces deux pays dont beaucoup risquent de mourir de faim cette année. Ce sont des organisations internationales comme la FAO ou le PAM qui tirent la sonnette d'alarme, et appellent les pays développés à réagir rapidement « face aux premiers signes d'un désastre imminent ».

Selon les estimations de ces organisations, au Tchad, les récoltes ont été désastreuses en 2009 : la production du sorgho et du mil, deux aliments de base, a baissé respectivement de 22% et 34% ; en conséquence plus de deux millions de personnes sont menacées de mort cette année, surtout dans l'ouest du pays.

Au Niger, pays voisin, la situation est un peu plus grave. Les pluies irrégulières de l'année dernière ont fait chuter les récoltes de 26% ; le prix de mil a augmenté de 25%, celui du sorgho de 50%. Selon certains journaux, environ 8

millions de personnes sont menacées de mort cette année.

A en croire les organisations internationales, c'est la mauvaise pluviométrie ou la sécheresse qui sont responsables de la situation de famine que connaissent ces deux pays en particulier, et la zone sahélienne en général. Non. C'est surtout et avant tout l'exploitation capitaliste qui est à la base aujourd'hui des conditions de vie lamentables de ces populations du Sahel.

En effet depuis la colonisation de l'Afrique, les colons ont imposé les cultures industrielles aux paysans, au détriment des cultures vivrières. Ils chicotaient ou emprisonnaient des paysans qui refusaient ces cultures d'exportation. Au Tchad et au Niger, c'est la culture du coton, jusque-là inconnue des paysans. On a introduit l'impôt aux populations, payable en argent. Il fallait donc aux paysans cultiver le coton pour pouvoir s'acquitter de cette taxe.

Aujourd'hui les paysans sont libres théoriquement de ne pas cultiver le coton mais ils ne peuvent y échapper ; il leur faut de l'argent pour payer l'impôt et autres produits vendus sur les marchés. Dans d'autres pays, ce sont d'autres monocultures d'exportation qui sont imposées : arachide, café, cacao, sisal, etc. Ce sont ces cultures-là qui prennent le pas sur les cultures

vivrières.

C'est donc le système capitaliste qui est responsable de la pauvreté en Afrique. Pour que les populations mangent à leur faim ; pour qu'elles ne soient pas victimes des caprices du climat (pluies, sécheresse, inondations) c'est ce système inique qu'il faut renverser au niveau de la planète.

CÔTE D'IVOIRE

LES ENJEUX DE LA RÉUNIFICATION DU PAYS ET LES ATTENTES DES POPULATIONS PAUVRES

Le temps où les dirigeants politiques faisaient croire que la Côte d'Ivoire se dirigeait vers des élections présidentielles comme un fleuve tranquille est passé. Comme un coup de

fort pour oser brusquer les FN et imposer sa volonté à l'ensemble de ses opposants?

Un homme politique avait comparé l'approche des échéances électorales à une course à pied de 100 km. Selon lui, il ne resterait plus que les derniers 20 km à courir pour arriver au bout. Il faut croire que le chemin restant est sur une pente raide car on fait du sur-place, voire on recule !



*Abidjan, mars 2010 : les partisans
de Gbagbo en campagne*

tonnerre dans un ciel serein, Gbagbo a dissout en même temps le gouvernement et la CEI chargée d'organiser les futures élections. A peine le nouveau gouvernement et la nouvelle CEI ont-ils été mis en place, qu'il exige maintenant la réunification effective du pays et le désarmement des FN « avant la tenue des élections ». Par ailleurs, il remet aussi en cause les listes électorales, même celle qui avait été déjà validée par ses propres partisans.

Comment expliquer ce revirement ? Gbagbo serait-il aujourd'hui militairement assez

Tous ces gens-là faisaient croire jusque-là que le déploiement de l'administration au Nord, le casernement des forces rebelles, la mise en place et l'installation des « forces intégrées » (c'est-à-dire celle composée des forces armées des FN et de l'armée régulière), se dérouleraient tel qu'il les avaient tracés dans leur chronogramme. Aujourd'hui, ils avouent que la réalité au Nord n'est pas vraiment celle qu'ils nous présentaient.

L'administration centrale, à commencer par les Préfets et les juges, même là où ils ont été installés avec beaucoup de difficultés et surtout beaucoup d'argent dépensé, n'a aucun pouvoir. De plus, tout ce qui a trait à la gestion de l'argent de l'Etat, à savoir les taxes, les impôts, la douane, sont toujours exclusivement sous la coupe des FN. Même là où le gouvernement dit que la « force intégrée » existe, ce n'est que de manière virtuelle. C'est le ministre de la Défense

en personne qui l'avoue aujourd'hui.

Quiconque ayant eu récemment l'occasion de traverser le pays pour se rendre au Nord peut constater qu'une fois passé le barrage de Tiébissou, commence l'autorité des FN, comme par le passé.

Jusqu'à la frontière de la Guinée, du Mali, du Burkina Faso ou du Ghana, il ne verra pas l'ombre des forces armées gouvernementales. Pas plus, d'ailleurs, de la présence de la douane ivoirienne. Cela signifie-t-il que le droit de douane n'est pas payé ? Bien sûr que non ! Par contre, l'argent rentre à tous les coups dans les caisses opaques des FN. Il en va pareillement des taxes et autres impôts payés par les populations dans les villes comme Bouaké et Korhogo. C'est le règne de la contrebande. Là-bas, même le carburant n'a ni la même odeur, ni la même couleur, ni le même prix que dans la partie gouvernementale. Lorsqu'à Abidjan les stations d'essence facturent, par exemple, le litre du carburant super à 779 Fr, au Nord, n'importe quelle station, y compris celle de Total, le vend à 550 Fr ! Ce carburant dont on ne connaît pas officiellement la provenance (peut-être du Nigéria en transitant par le nord du Bénin, du Togo et du Ghana).

Qui au FN contrôle toute cette manne provenant du commerce, des taxes et du racket ? Soro Guillaume ? Les Com'Zone ? Au sein des FN, quelle est la force qui milite pour la réunification et pour quel intérêt ? Et quelles sont celles qui agissent dans le sens contraire ? Ce qui est certain c'est que dans ce mouvement, nombreux sont ceux qui pensent qu'ils vont perdre des avantages dans la réunification. C'est en grande partie cela qui explique leur manque d'empressement à lâcher leurs positions. Ils font monter les enchères mais Gbagbo sait que s'il leur cède de l'argent ou des grades pour les acheter, il fera des envieux et des mécontents dans ses propres rangs.

Personne ne sait jusqu'à quand durera

cette situation, mais elle n'a que trop duré et ne fait qu'aggraver les conditions d'existence des populations pauvres. Celles qui vivent dans le Nord subissent tout pareillement qu'ici au Sud, la vie chère, le chômage, le racket, l'insécurité et la vie dure.

Malheureusement, ceux qui croient au Nord comme au Sud, que la tenue de l'élection présidentielle améliorera leur existence se font des illusions, même si par ailleurs ils ont raison de souhaiter que cette élection ait lieu plutôt que d'être sans cesse reportée. Derrière leur souhait de voir arriver cette élection il y a le souhait que le pays ne soit plus coupé en deux et surtout qu'on revienne au moins dans la situation qui prévalait avant la coupure du pays.

Mais par quel miracle l'ouvrier qui n'arrive pas aujourd'hui à s'en sortir avec son maigre salaire, résoudra-t-il son problème par le seul fait des élections ? Est-ce que c'est parce qu'il n'y a pas d'élection que son patron le maintient en journalier corvéable à merci ? Pourquoi le riz qui est un produit importé, qui débarque au port d'Abidjan, est-il devenu inaccessible à la bourse du pauvre ? Pourquoi l'ouvrier n'arrive-t-il plus à nourrir, scolariser et soigner convenablement ses enfants ? la réponse à ces questions ne réside pas dans la tenue ou non des élections mais dans la capacité des travailleurs d'imposer leurs revendications.

Les dirigeants politiques mentent lorsqu'ils font croire que l'activité économique sera meilleure et que par conséquent la clé des problèmes des pauvres se trouve dans la tenue des élections. La division du pays en deux n'empêche pas, par exemple, aujourd'hui le Port Autonome d'Abidjan de battre tous les records de tonnage comme jamais dans le passé. Mais ce n'est pas pour autant que les dockers sont mieux payés ! Les usines de Filtisac pourront peut-être demain augmenter encore plus leur production. Ce n'est pas pour autant non plus que les ouvriers auront une augmentation de salaire ni que les nombreux journaliers mal payés seront automatiquement embauchés. La seule chose certaine, c'est que le patron de Filtisac exigera

de ses travailleurs, comme il le fait aujourd'hui, toujours plus de rendement sous peine de sanctions. Son ardeur à exploiter toujours plus ne sera stoppée que par la réaction vive des travailleurs.

La situation des travailleurs s'est aggravée au fil des ans, parce que patronat et gouvernement ont profité de l'affaiblissement de la classe ouvrière, à cause de son inorganisation, des divisions ethniques, venues s'ajouter aux

divisions corporatistes.

Ne faisons aucune confiance aux charlatans de tous bords qui promettent un avenir meilleur. Le sort des travailleurs dépend uniquement de leur propre capacité à défendre collectivement leurs intérêts en tant que travailleurs, en tant que pauvres. Ce qui signifie avant tout de leur capacité à s'unir et à faire face au patronat qui les exploite et au gouvernement, son allié et complice.

CÔTE D'IVOIRE

LUTTE CONTRE LE RACKET BEAUCOUP DE TAPAGE ET BEAUCOUP DE VENT

Il n'est pas aisé pour certains voyageurs, surtout ceux originaires des pays voisins, de se rendre à la gare d'Adjamé pour emprunter un car de transport sans être inquiétés par des policiers et des gendarmes en patrouille. Ces corps habillés postés à chaque carrefour de la gare s'adonnent à une sorte de braquage. Selon la tenue vestimentaire des voyageurs, certains sont interpellés pour des contrôles de pièces d'identité. Leur objectif étant évidemment de leur extorquer de l'argent

Il y a quelques jours, deux jeunes maçons venus d'Aboisso pour un contrat ont été victimes de cette pratique. Ils avaient leurs pièces, mais malgré cela, le policier qui les avait interpellés leur demandait de payer quatre mille francs. Quand ceux-ci ont refusé de payer, l'agent les a retenus avec d'autres voyageurs arrêtés. Le temps qu'ils ont passé avec ces forces de l'ordre a été un véritable calvaire. Certains ont été séquestrés, d'autres ont été fouillés par les policiers. Ceux qui avaient de grosses sommes d'argent sur eux en ont été dépouillés.

Les médias, il y a quelques jours, ont fait l'écho avec beaucoup de tapage du démantèlement du barrage d'Elibou sur l'autoroute du Nord en présence du chef d'état-major des armées. Pourtant, le même jour, des gendarmes étaient déjà postés à quelques kilomètres de là, à peine la cérémonie terminée, ils rançonnaient les transporteurs.

C'est dire que cette prétendue lutte contre le racket n'est que du cinéma ! Qui sait jusqu'où vont les ramifications de ce racket ! Ce qui est certain, c'est que ça ne s'arrête pas au niveau des seuls racketteurs sur le terrain !

Pour mettre fin au racket, il faudrait l'implication des populations qui sont les premières à en subir les conséquences. Les explosions de colère prenant à partie les corps habillés qu'on a pu parfois voir à Adjamé donnent une idée de ce que la population pourrait faire, mais en plus organisé, pour lutter efficacement contre ces forces de l'ordre racketteuses.



MADAGASCAR**LA CRISE CONTINUE DE FRAPPER
LES CLASSES PAUVRES**

Cela fait plus d'un an que le pays est dirigé par Andry Rajoelina, président de la HAT (Haute Autorité de la Transition) qui a succédé à Marc Ravalomanana dont le régime est tombé à la suite de grandes manifestations et d'une mutinerie au sein de l'armée. Le Parlement ainsi que le Sénat sont dissouts et le nouvel homme fort s'appuie sur une « Force d'intervention spéciale », sorte de milice liée à son pouvoir. Plusieurs manifestations ont été interdites et des journalistes arrêtés. Les cérémonies de commémoration de la rébellion anticoloniale de 1947 ont donné lieu à des rassemblements de l'opposition, dispersés à coups de grenades lacrymogènes. Les cérémonies du cinquantième anniversaire de l'indépendance, prévues pour juin prochain, s'annoncent chaotiques.

Les classes pauvres continuent de faire les frais de cette crise au sommet à laquelle se combinent les effets de la crise économique mondiale. Dans les « zones franches », plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont été jetés dehors suite à la fermeture de leur entreprise. Il s'agit pour l'essentiel d'entreprises de confection de vêtements destinés au marché américain. Les productions de ces entreprises étaient exonérées de taxes douanières à leur entrée dans le territoire des Etats-Unis. Ces dispositions accordées par les USA étaient assorties de certaines conditions dites de bonne gouvernance et elles n'ont pas été renouvelées depuis décembre dernier. Les travailleurs de ces entreprises dont quelques unes seulement continuent de fonctionner, touchent un salaire de misère équivalent à moins d'un dollar par jour. Ils sont tenus de travailler sept jours sur sept.

Les patrons prennent prétexte de la crise pour exploiter les travailleurs encore plus qu'avant et leur imposer des cadences démentes avec à la clé un chantage à l'emploi sans précédent. Leur unique devise à l'égard des

travailleurs semble être « marche ou crève ». Dans ces secteurs ou dans d'autres plus conventionnels, les travailleurs ne se laissent pas faire pour autant. Les salariés de certaines brasseries, ceux de plusieurs stations-service et il y a quelque temps, les dockers du port de Toamasina, ont mené des combats et marqué des points malgré le poids que constitue pour eux la situation de crise.

Sur les trottoirs de la capitale, les petits vendeurs à la sauvette se sont multipliés. Les commerçants qui ont pignon sur rue, sensés payer la patente, se plaignaient de la concurrence de ces petites gens. Pendant un certain temps les forces de l'ordre en proie à leurs dissensions internes ne sont pas beaucoup intervenues à leur faveur. Maintenant c'est chose faite puisque la chasse aux petits vendeurs a repris suivies d'arrestations et d'emprisonnements.

La situation de misère s'est beaucoup aggravée. De nombreuses devantures de magasins ont été l'objet de pillages. Dans la ville de Mahajanga située sur la côte nord-ouest, ce sont des commerçants d'origine indienne qui ont été attaqués ces derniers temps suite à des OPK, opérations karana (Indiens). Quelques membres de cette communauté ont récemment été victimes de kidnappings avec demande de rançon.

La recrudescence du banditisme n'épargne pas les villages puisque des maires ont fait état de vols de zébus et de saccages de plantations dans leurs communes. L'impuissance des pouvoirs publics et leur manque d'empressement à intervenir ont fait que de nombreuses personnes se sont procuré des armes à feu et n'ont pas hésité à tirer sur des voleurs ou présumés tels.

Des véhicules circulant la nuit sur certains axes routiers ont été attaqués et les passagers ont été dépouillés de leurs biens.

Tous ces phénomènes résultent en définitive de l'aggravation de l'état de pauvreté dans le pays mais aussi d'un certain espoir qui peut consister à l'inexistence d'une quelconque résistance collective organisée. Elle seule

pourrait offrir un débouché digne de ce nom à la colère engendrée par les multiples privations dont sont victimes les masses populaires aussi bien dans les villes que dans les villages.

AFRIQUE

DES GRANDS CAPITALISTES S'ACCAPARENT DES TERRES AGRICOLES

Depuis quelques années des sociétés capitalistes procèdent à l'achat de terres agricoles à grande échelle en Afrique. Bien entendu, cela concerne les terres les plus fertiles et cela se passe aussi bien en Afrique occidentale que centrale ou orientale.



La culture vivrière a reculé au profit de la monoculture industrielle

sud-coréennes ont acheté, en 2009, 700.000 hectares au nord du pays pour la culture du blé. L'Arabie saoudite a conclu un contrat sur 40.000 hectares dans la province du Nil. En Ethiopie, un capitaliste saoudien bien connu dans le pays, Al-Amoudi, a présenté au roi Abdallah, les premiers sacs de blé cultivé dans ce pays. Ce même Al-Amoudi prévoit d'acquérir 500.000 hectares dans les années à venir. Le gouvernement éthiopien minimise les transactions des terres agricoles en disant que seul un faible pourcentage, 3 à 4% des surfaces cultivables, c'est-à-dire environ 3 millions d'hectares, est offert aux investisseurs étrangers. Ces chiffres sont vraisemblablement en-dessous de la réalité.

Dans le fond, il n'y a rien de bien nouveau sur le fait que des trusts mettent la main sur des terres fertiles pour y cultiver des plantations industrielles comme l'hévéa, le palmier à huile, la banane et autres plantes qui rapportent des gros profits. Cela date de l'époque coloniale. La plupart du temps c'était en défrichant des forêts. Mais on sait aussi comment les colonisateurs avaient forcé les paysans à délaisser les cultures vivrières pour qu'ils cultivent sur leurs petits lopins de terre du coton ou de l'arachide. Cela a contribué à lier le sort de la paysannerie aux besoins de la métropole et aux aléas du marché mondial tout en l'appauvrissant encore plus. Le colonialisme a laissé la place à des gouvernements locaux mais le même système a continué.

Ainsi, pendant des décennies, les

A l'heure actuelle la ruée vers des terres agricoles semble s'accélérer. Les sociétés agro-alimentaires parcourent le Kenya, le Soudan, l'Ethiopie et bien d'autres pays comme le Mali et le Sénégal. Une vingtaine de pays africains vendent ou louent ainsi des terres. Au Soudan, des investisseurs des Emirats arabes ont acquis déjà 750.000 hectares de terres. Des entreprises

capitalistes des pays riches se sont accaparés les matières premières dans la plupart des pays d'Afrique à vil prix. Ils ont développé leur système économique par le pillage systématique des richesses agricoles et minières sans que cela ne soustraie les pays d'Afrique du sous-développement. Bien au contraire c'est la misère, la famine ou la malnutrition qui règnent dans tous les pays.

Ce système économique inique n'est pas à une aberration près. On fait par exemple pousser des haricots verts dans un pays sahélien comme le Burkina Faso, ou des fleurs au Kenya destinés au marché européen. L'écrasante majorité de la population burkinabe ou kenyane ne peut pas consommer ces produits faute de moyens. De même que dans la zone franche de Tananarive, des ouvrières du textile travaillent dans des conditions révoltantes pour l'équivalent de moins d'un dollar par jour pour produire des jeans destinés au marché américain. Des jeans qu'elles ne pourront jamais s'offrir avec leurs salaires de misère.

Le pillage, la misère et l'exploitation font partie du fonctionnement capitaliste. Et c'est toujours la recherche de gros profits, dans cette période de crise du système capitaliste, qui fait que ces dernières années on assiste à une certaine frénésie dans l'achat de grandes superficies de terres agricoles en Afrique par des trusts ou des milliardaires qui veulent placer leurs capitaux dans le biocarburant, dans l'huile de palme ou dans les céréales.

La nouveauté, si l'on peut s'exprimer ainsi, c'est que cette fois ce sont les terres agricoles déjà occupées par des paysans qui sont visées.

Les organismes internationaux comme la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) se sont mis à émettre des critiques quant au danger que cela pourrait causer à la population des pays d'Afrique qui subissent déjà la sous-

alimentation.

A ce problème d'accaparement des terres s'ajoute la question de l'eau. Celle-ci est également un sujet de controverse. En Ethiopie les fonctionnaires territoriaux sont impuissants devant la forte demande des entreprises étrangères pratiquant des cultures intensives très gourmandes en eau. Elles ne payent pas leurs redevances par ce qu'elles ont passé des accords avec le gouvernement central. Ainsi par exemple, à Awassa, une région fertile de ce pays, la ferme du capitaliste Al-Amoudi consomme autant d'eau chaque année que 100.000 habitants. Ce même problème risque de se poser dans la plupart des pays d'Afrique où de tels projets d'achat de terres sont en cours. Des entreprises européennes sont en train de négocier l'achat de millions d'hectares en Afrique pour la production d'une plante comme le jatropa, destinée à produire du biocarburant. Officiellement il s'agit de terres non occupées par des cultures vivrières. Mais dans la réalité c'est tout autre chose.

La situation risque d'être dramatique pour les populations africaines. Même si personne ne parle de la manière dont ces terres fertiles ont été acquises par les capitalistes internationaux, il n'est pas difficile d'imaginer que les paysans ont dû être chassés de leurs terres. Certains sont devenus des salariés mal payés dans ces grandes fermes ou plantations industrielles. Mais combien sont-ils ceux qui ont tout perdu et qui sont restés sur la paille ? Déjà dans de nombreux pays ou régions d'Afrique il y a une famine endémique. Il faut s'attendre à ce que dans les périodes à venir ce fait va s'accroître. Les populations vont être prises à la gorge. Ce sont-là quelques uns des méfaits de ce système capitaliste qui étrangle de plus en plus les populations des pays pauvres. Et tant qu'il ne sera pas aboli il n'y a aucun espoir que la situation devienne vivable pour l'écrasante majorité des populations.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.